



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2018

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le premier trimestre 2018, clos le 31 mars.

Les comparaisons détaillées entre 2018 et 2017 sont données, sauf indication contraire, aux cours de change 2017 (« données comparables »).

La société a commencé à vendre certains de ses logiciels en mode abonnement (*SaaS - Software as a Service*). Parallèlement, ses nouvelles offres logicielles, progressivement commercialisées à partir de 2018, seront uniquement proposées en mode *SaaS*. Pour permettre une meilleure comparaison avec les exercices antérieurs, la société a décidé d'enregistrer les logiciels vendus sous forme d'abonnement dans le montant des commandes en multipliant la valeur annuelle des contrats correspondants par 2,2. Ce coefficient permet de calculer le montant qu'aurait représenté la commande, si elle avait été signée sous forme d'une licence perpétuelle, assortie d'un contrat d'évolution. Les commandes de logiciels de CFAO et de PLM, indiquées dans le présent rapport, comprennent donc à la fois les ventes réalisées sous forme de licences perpétuelles et celles réalisées sous forme d'abonnement.

Par ailleurs, afin de faciliter l'analyse des dépenses liées à la mise en œuvre de sa feuille de route 2017-2019, dont l'un des objectifs principaux est le développement d'une offre Industrie 4.0, la société a décidé d'étendre le périmètre des frais de recherche et développement aux équipes, de plus en plus diverses, impliquées dans la conception et le développement de l'offre. Les chiffres de 2017 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec ceux de 2018 (*cf.* note 4 de l'annexe).

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU PREMIER TRIMESTRE 2018

Impact négatif de la hausse de l'euro

Avec une parité moyenne de \$ 1,23 / € 1 au premier trimestre, l'euro s'est apprécié de 15 % face au dollar par rapport au premier trimestre 2017 (\$ 1,06 / € 1). Il s'est également apprécié de 7 % face au yuan.

Cette forte hausse de l'euro, par rapport à la grande majorité des devises, a eu un impact mécanique négatif important sur les résultats du premier trimestre.

L'impact est d'autant plus fort qu'au premier trimestre 2017, l'euro avait atteint son niveau le plus bas depuis 2003 face au dollar (\$ 1,04 / € 1) comme à de nombreuses autres devises. Il s'était ensuite apprécié progressivement à partir du deuxième trimestre 2017.

Ainsi, si les parités moyennes du premier trimestre 2018 devaient se maintenir au même niveau jusqu'en fin d'année, l'impact de l'appréciation de l'euro dans les comparaisons entre les résultats de 2018 et ceux de 2017 diminuera trimestre après trimestre.

Commandes de nouveaux systèmes plus faibles qu'anticipé

Au cours du premier trimestre, l'environnement macroéconomique s'est brusquement durci, sur fond de tensions entre les États-Unis et ses différents partenaires commerciaux : l'Europe, la Chine, le Mexique et la Russie. Ces tensions se sont traduites par des inquiétudes pour de nombreuses entreprises, notamment dans le secteur de l'automobile, avec pour effet de retarder leurs décisions d'investissements.

Dans ce contexte, les commandes de nouveaux systèmes (€ 28,2 millions) diminuent de 7 % par rapport au premier trimestre 2017 et de 13 % à données réelles.

Cette baisse provient exclusivement du marché de l'automobile (- 54 %), en raison du report par les clients de nombreuses commandes attendues au premier trimestre. Dans la mode et l'ameublement, les commandes progressent respectivement de 31 % et 61 %.

Les commandes de nouvelles licences de logiciels de CFAO et de PLM (€ 3,8 millions) et celles de formation et de conseil (€ 3,0 millions) sont stables ; celles des équipements de CFAO et de leurs logiciels (€ 20,7 millions) reculent de 10 %.

Les commandes de logiciels en mode SaaS du premier trimestre représentent un montant annuel de de € 0,1 million.

Progression du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel, à données comparables

Le chiffre d'affaires s'élève à € 67,2 millions, en croissance de 3 % par rapport au premier trimestre 2017, mais en baisse de 3 % à données réelles.

Le résultat opérationnel atteint € 7,2 millions, en hausse de 5 % à données comparables, mais en recul de 23 % à données réelles. La marge opérationnelle s'établit à 10,7 %, en augmentation de 0,2 point à données comparables, mais en diminution de 2,8 points à données réelles.

Ainsi, l'impact des variations des devises se traduit par une diminution de € 4,5 millions (- 6 %) du chiffre d'affaires et de € 2,6 millions (- 27 %) du résultat opérationnel, dans les chiffres exprimés à données réelles, par rapport à ceux établis à données comparables.

Le résultat net atteint € 5,4 millions, en retrait de € 1,1 million (- 17 %) à données réelles.

Enfin, le cash-flow libre s'élève à € 2,5 millions (€ 13,9 millions au premier trimestre 2017).

Le ralentissement des commandes s'est ainsi traduit par un chiffre d'affaires, un cash-flow libre et des résultats inférieurs aux attentes de la société.

Acquisition de la société Kubix Lab

La société a annoncé le 25 janvier l'acquisition de la société italienne Kubix Lab.

Fondée fin 2015, Kubix Lab a développé une offre technologique particulièrement innovante, baptisée Link. Cette dernière permet aux marques de mode de gérer de bout en bout l'ensemble des informations produit provenant notamment de multiples systèmes informatiques (ERP, PDM, PLM, ...) dans une seule et même application.

Les fondateurs de Kubix Lab seront en charge du développement d'une offre intégrée Lectra – Link, qui viendra compléter et renforcer l'ensemble de l'offre de Lectra.

La transaction porte sur l'acquisition de l'intégralité de Kubix Lab pour un montant maximum de € 7,1 millions : une partie fixe de € 3,1 millions et une partie variable de € 1,3 million et € 2,7 millions acquis respectivement 18 et 36 mois après la date d'acquisition, sous réserve de l'atteinte d'objectifs.

La totalité du montant de € 7,1 millions a été décaissée au cours du premier trimestre. La partie variable de ce montant (€ 4,0 millions) a été versée sur un compte séquestre.

Kubix Lab est consolidée dans les comptes de Lectra depuis le 26 janvier 2018. Son impact sur les résultats de l'exercice sera non significatif.

2. COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2018

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires atteint € 67,2 millions, en croissance de 3 % à données comparables et en baisse de 3 % à données réelles.

La répartition du chiffre d'affaires par marché géographique et sectoriel est donnée à titre indicatif dans la note 5 de l'annexe au présent rapport. Leurs variations sur un seul trimestre ne permettent pas d'extrapoler des tendances pour l'exercice.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 28,9 millions) est stable. Il représente 43 % du chiffre d'affaires global (45 % en 2017) :

- les nouvelles licences de logiciels de CFAO et de PLM (€ 3,7 millions) diminuent de 5 % et contribuent à hauteur de 6 % au chiffre d'affaires global (6 % en 2017) ;
- les équipements de CFAO et leurs logiciels (€ 21,4 millions) sont stables et représentent 32 % du chiffre d'affaires global (33 % en 2017) ;
- la formation et le conseil (€ 3,2 millions) sont en hausse de 4 % et représentent 5 % du chiffre d'affaires global (5 % en 2017).

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces

Le chiffre d'affaires récurrent (€ 38,3 millions) augmente de 6 %. Il représente 57 % du chiffre d'affaires global (55 % en 2017).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 58 % du chiffre d'affaires récurrent et à 33 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 22,2 millions, en progression de 7 % :

- les contrats d'évolution, de services en ligne et de souscription des logiciels de CFAO et de PLM (€ 9,4 millions), en hausse de 4 % par rapport à 2017, représentent 14 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO et de leurs logiciels (€ 12,8 millions), en croissance de 10 %, représentent 19 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces (€ 16,1 millions) augmente de 4 % et représente 24 % du chiffre d'affaires global (23 % au premier trimestre 2017).

Carnet de commandes

Au 31 mars 2018, le carnet de commandes des nouveaux systèmes (€ 23,9 millions) diminue de € 0,8 million par rapport au 31 décembre 2017, à données comparables, et de € 0,9 million à données réelles. Par rapport au carnet de commandes au 31 mars 2017, il diminue respectivement de € 1,3 million et € 2,7 millions, à données comparables et à données réelles.

Le carnet de commandes comprend € 17,7 millions de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO, dont € 13,1 millions livrables au deuxième trimestre et € 4,5 millions au-delà, et € 6,2 millions de formation et de conseil livrables au fur et à mesure de la réalisation des projets.

Marge brute

La marge brute s'élève à € 48,0 millions, en croissance de € 1,0 million par rapport à 2017.

Le taux de marge brute global s'établit à 71,4 %, en diminution de 0,9 point par rapport à celui de 2017 (- 2,1 points à données réelles), essentiellement du fait de l'évolution du mix produit.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes, mais figurent dans les frais généraux.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 40,8 millions, en augmentation de 1 % par rapport à 2017. Ils se décomposent comme suit :

- € 37,0 millions de frais fixes (+ 3 %) ;
- € 3,8 millions de frais variables (- 11 %).

A données réelles, les frais généraux diminuent de 2 %.

Les dépenses de recherche et développement (€ 8,2 millions), entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes, représentent 12,2 % du chiffre d'affaires (€ 7,1 millions et 10,3 % pour 2017). Après déduction du crédit d'impôt recherche et de la part correspondante du crédit d'impôt compétitivité et emploi applicables en France, les frais nets de recherche et développement totalisent € 6,0 millions (€ 5,2 millions en 2017).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 7,2 millions. Par rapport à 2017, il augmente de € 0,5 million (+ 5 %) à données comparables et diminue de € 2,2 millions (- 23 %) à données réelles.

La marge opérationnelle s'établit à 10,7 %, en augmentation de 0,2 point à données comparables, mais en diminution de 2,8 points à données réelles.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 0,1 million. Le résultat de change est négatif de € 0,2 million.

Après une charge d'impôt de € 1,5 million, le résultat net s'élève à € 5,4 millions, en diminution de € 1,1 million (- 17 %) à données réelles.

Le bénéfice net par action est de € 0,17 sur capital de base et sur capital dilué (€ 0,21 et € 0,20 respectivement au premier trimestre 2017).

Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 2,5 millions. Il était de € 13,9 millions au premier trimestre 2017.

Si le montant du cash-flow libre du premier trimestre 2017 était particulièrement élevé du fait d'une diminution temporaire du besoin en fonds de roulement de € 6,7 millions, celui de 2018 se trouve en revanche impacté par un montant d'acomptes plus faible sur les commandes de nouveaux systèmes et une augmentation temporaire de € 3,1 millions du besoin en fonds de roulement.

Structure financière

Au 31 mars 2018, les capitaux propres s'établissent à € 156,7 millions (€ 151,2 millions au 31 décembre 2017).

La société n'a pas de dette financière. La trésorerie disponible et la trésorerie nette atteignent € 93,6 millions (€ 98,1 millions au 31 décembre 2017), après le décaissement de € 7,1 millions au titre de l'acquisition de Kubix Lab.

Sous réserve du vote favorable des actionnaires à l'Assemblée Générale du 27 avril 2018, les capitaux propres, la trésorerie disponible et la trésorerie nette seront diminués du montant du dividende (€ 12,0 millions, soit € 0,38 par action) qui sera versé le 4 mai au titre de l'exercice 2017.

Le besoin en fonds de roulement est négatif de € 2,5 millions. Il comprend la créance de € 22,0 millions sur le Trésor public français au titre des crédits d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés depuis l'exercice 2014 (€ 19,7 millions au 31 décembre 2017), non encaissés et non imputés sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 24,5 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

Ces crédits d'impôt, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français. Si celle-ci n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, elle est remboursée à la société au cours de la quatrième année (cf. note 8 de l'annexe au présent rapport).

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Évolution du capital

Au 31 mars 2018, le capital social est de € 31 645 804, divisé en 31 645 804 actions d'une valeur nominale de € 1,00.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, il a été augmenté de € 74 708 en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de € 364 336) par la création de 74 708 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

Principaux actionnaires

Aucun franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2018.

A la date du présent rapport, à la connaissance de la société :

- Daniel Harari détient 17,4 % du capital et 17,3 % des droits de vote ;
- Kabouter Management LLC (États-Unis), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, détient plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote ;
- Allianz SE (Allemagne), par l'intermédiaire des sociétés françaises qu'elle contrôle, et Kempen Oranje Participaties (Pays-Bas) détiennent chacune plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote.

Aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Actions de la société détenues en propre

Au 31 mars 2018, la société détenait 0,07 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 31 mars 2018, le cours de Bourse (€ 22,95) s'est inscrit en baisse de 9 % par rapport au 31 décembre 2017 (€ 25,15). Sur le premier trimestre, son plus bas a été de € 21,05 le 14 février et son plus haut de € 26,30 le 8 janvier.

Sur les trois premiers mois de 2018, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont baissé de 3 %.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées sur Euronext (1,5 million) a baissé de 28 % et les capitaux échangés (€ 35,8 millions) de 15 % par rapport au premier trimestre 2017. Ces chiffres excluent les échanges réalisés sur les autres plateformes de cotation. En les intégrant, les volumes totaux représentent, selon les estimations de la société, près du double des échanges réalisés sur Euronext.

La société a confirmé, dans son communiqué du 27 mars 2018, son éligibilité au dispositif PEA-PME. Celle-ci permet d'intégrer les actions Lectra au sein de comptes PEA-PME, dispositif bénéficiant d'avantages fiscaux en France, dédié à l'investissement dans les petites et moyennes valeurs européennes.

4. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 MARS

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Le rapport financier 2017 a été mis en ligne sur le site Internet de la société le 28 mars et le rapport d'activité le 3 avril.

L'Assemblée Générale annuelle se réunira le 27 avril 2018.

Les résultats financiers du premier semestre 2018 seront publiés le 25 juillet, après la clôture d'Euronext.

6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans son rapport financier du 12 février 2018 et son rapport d'activité 2017, auxquels il convient de se référer, la société a développé sa vision de long terme et ses perspectives pour 2018.

Perspectives 2018

Lectra a abordé 2018 avec des fondamentaux opérationnels plus solides que jamais et une structure financière à nouveau renforcée.

La société s'est fixé, pour 2018, un objectif de croissance du chiffre d'affaires de 6 % à 10 % et du résultat opérationnel courant de 7 % à 15 %, à données comparables.

A ce stade, il n'y a pas lieu de revoir ces objectifs. Cependant, la principale incertitude porte sur le niveau des commandes et le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, dans un environnement macroéconomique, géopolitique et monétaire qui demeure incertain, et qui pourrait continuer de peser sur les décisions d'investissement des entreprises du secteur automobile.

Confortée par la solidité de son modèle économique et l'adéquation de sa nouvelle feuille de route aux exigences de l'Industrie 4.0, la société reste confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'Administration
Le 26 avril 2018

Attestation de la société relative au rapport du premier trimestre 2018

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport trimestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les trois premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les neuf mois restants de l'exercice".

Paris, le 26 avril 2018

Daniel Harari
Président-Directeur Général

Olivier du Chesnay
Directeur Financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2018	31 décembre 2017	31 mars 2017
Écarts d'acquisition	38 858	32 105	33 265
Autres immobilisations incorporelles	3 403	3 402	3 899
Immobilisations corporelles	25 098	24 444	21 881
Actifs financiers non courants	2 296	2 566	2 351
Impôts différés	9 423	9 266	9 562
Total actifs non courants	79 078	71 783	70 958
Stocks	33 972	31 133	27 021
Clients et comptes rattachés	50 752	55 065	50 647
Autres actifs courants	32 097	28 719	33 511
Trésorerie et équivalents de trésorerie	93 565	98 134	90 034
Total actifs courants	210 386	213 051	201 213
Total actifs	289 464	284 834	272 171

PASSIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2018	31 décembre 2017	31 mars 2017
Capital social	31 646	31 571	31 350
Primes d'émission et de fusion	12 635	12 270	11 298
Actions détenues en propre	(516)	(298)	(137)
Écarts de conversion	(10 060)	(9 872)	(8 616)
Réserves et résultats consolidés	123 037	117 538	105 605
Capitaux propres	156 741	151 209	139 500
Engagements de retraite	9 681	9 518	9 100
Emprunts et dettes financières à long terme	-	-	-
Total passifs non courants	9 681	9 518	9 100
Fournisseurs et autres passifs courants	58 793	62 399	60 514
Produits constatés d'avance	54 477	53 013	54 215
Dette d'impôt exigible	6 074	4 965	5 247
Emprunts et dettes financières à court terme	-	-	-
Provisions	3 698	3 730	3 595
Total passifs courants	123 042	124 107	123 571
Total passifs et capitaux propres	289 464	284 834	272 171

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2018 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2017 (trois mois)
Chiffre d'affaires	67 198	69 488
Coût des ventes	(19 216)	(18 433)
Marge brute	47 983	51 055
Frais de recherche et développement ⁽¹⁾	(5 967)	(5 232)
Frais commerciaux, généraux et administratifs ⁽¹⁾	(34 840)	(36 462)
Résultat opérationnel	7 176	9 361
Produits financiers	21	33
Charges financières	(103)	(133)
Résultat de change	(229)	(454)
Résultat avant impôts	6 865	8 807
Impôts sur le résultat	(1 467)	(2 312)
Résultat net	5 399	6 495

(en euros)

Résultat par action :		
- de base	0,17	0,21
- dilué	0,17	0,20
Nombre d'actions utilisé pour les calculs :		
- résultat de base	31 587 792	31 270 327
- résultat dilué	32 363 230	32 188 293

(1) En 2018, le périmètre des équipes de recherche et développement a été revu pour l'étendre aux équipes impliquées dans la conception et le développement de l'offre. Les montants correspondants de 2017 ont été retraités pour permettre une comparaison avec 2018 : les « Frais de recherche et développement » publiés en 2017 s'élevaient à € 4 211 milliers et les « Frais commerciaux, généraux et administratifs » à € 37 483 milliers.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2018 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2017 (trois mois)
Résultat net	5 399	6 495
Écarts de conversion	(148)	(58)
Effet d'impôts	(40)	(22)
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	(188)	(79)
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	-	-
Effet d'impôts	-	-
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	0	0
Total autres éléments du résultat global	(188)	(79)
Résultat global	5 211	6 416

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2018 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2017 (trois mois)
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	5 399	6 495
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations	1 824	2 307
Éléments non monétaires du résultat	350	430
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	(3)	11
Variation des impôts différés	(249)	(287)
Capacité d'autofinancement d'exploitation	7 321	8 956
Variation des stocks et en-cours	(3 221)	(1 739)
Variation des créances clients et comptes rattachés	6 127	8 980
Variation des autres actifs et passifs courants	(5 999)	(586)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(3 093)	6 655
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	4 228	15 611
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(380)	(160)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 555)	(1 580)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	5	4
Coût d'acquisition des sociétés achetées ⁽¹⁾	(7 102)	-
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽²⁾	(1 354)	(795)
Cessions d'immobilisations financières ⁽²⁾	1 576	819
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(8 810)	(1 714)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	439	488
Achats par la société de ses propres actions	(1 573)	(799)
Ventes par la société de ses propres actions	1 350	786
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	216	475
Variation de la trésorerie	(4 366)	14 372
Trésorerie à l'ouverture	98 134	75 696
Variation de la trésorerie	(4 366)	14 372
Incidence des variations de cours de change	(203)	(34)
Trésorerie à la clôture	93 565	90 034
Cash-flow libre	2 520	13 897
Impôts (payés) / remboursés, nets	(433)	(848)
Intérêts (payés)	-	-

(1) Au 31 mars 2018, ce montant correspond au coût d'acquisition de la société Kubix Lab (cf. note 3 ci-après).

(2) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Écarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2017	31 247 554	1,00	31 248	10 912	(91)	(8 537)	99 052	132 583
Résultat net							6 495	6 495
Autres éléments du résultat global						(79)	-	(79)
Résultat global						(79)	6 495	6 416
Exercices d'options de souscription d'actions	102 073	1,00	102	386				488
Valorisation des options de souscription d'actions							37	37
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(46)			(46)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							21	21
Capitaux propres au 31 mars 2017	31 349 627	1,00	31 350	11 298	(137)	(8 616)	105 605	139 500
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2017	31 247 554	1,00	31 248	10 912	(91)	(8 537)	99 052	132 583
Résultat net							29 264	29 264
Autres éléments du résultat global						(1 335)	(121)	(1 456)
Résultat global						(1 335)	29 143	27 808
Exercices d'options de souscription d'actions	323 542	1,00	324	1 358				1 682
Valorisation des options de souscription d'actions							296	296
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(207)			(207)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							25	25
Dividendes							(10 977)	(10 977)
Capitaux propres au 31 décembre 2017	31 571 096	1,00	31 571	12 270	(298)	(9 872)	117 538	151 209
Résultat net							5 399	5 399
Autres éléments du résultat global						(188)	0	(188)
Résultat global						(188)	5 399	5 211
Exercices d'options de souscription d'actions	74 708	1,00	75	364				439
Valorisation des options de souscription d'actions							102	102
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(218)			(218)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							(3)	(3)
Capitaux propres au 31 mars 2018	31 645 804	1,00	31 646	12 635	(516)	(10 060)	123 037	156 741

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2018

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Entreprise française de haute technologie, Lectra a tissé dans plus de 100 pays des relations privilégiées et de long terme avec ses clients, qui ont en commun la recherche de l'excellence opérationnelle et l'utilisation de matières souples – tissus et cuir, mais aussi textiles techniques et matériaux composites – dans la fabrication de leurs produits (vêtements, chaussures et bagages, sièges et intérieurs de voiture, airbags, meubles rembourrés...).

Pour accroître la compétitivité de ses clients, Lectra façonne des technologies premium spécifiques à leurs marchés – principalement la mode, l'automobile et l'ameublement. Ses solutions, qui combinent logiciels, équipements de découpe automatique et services associés, permettent notamment d'automatiser et d'optimiser la création, le développement des produits et leur production, et de digitaliser les processus.

L'offre de Lectra accompagne ses clients dans la réalisation de leurs objectifs stratégiques : améliorer la productivité, réduire les coûts, diminuer le *time-to-market*, relever les défis de la mondialisation, accroître la qualité des produits, augmenter la capacité de production, développer des marques. S'y ajoutent désormais des enjeux propres à l'entrée dans l'Industrie 4.0, tels que sécuriser les échanges digitaux d'informations tout au long d'une chaîne d'approvisionnement étendue, et rendre l'usine plus agile.

Fondée en 1973, Lectra est depuis 1987 cotée sur Euronext.

Modèle économique

Le modèle économique de Lectra repose sur trois piliers :

- une répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et un très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes et le chiffre d'affaires récurrent ;
- la génération d'un cash-flow libre annuel important.

Implantation mondiale

Lectra, dont le siège est en France, s'est doté depuis le milieu des années 1980 d'une implantation d'envergure mondiale. Le Groupe accompagne ses clients au travers de son réseau de 32 filiales commerciales et de services, unique au regard de ses concurrents, ce qui lui permet de réaliser en direct plus de 90 % de son chiffre d'affaires.

Lectra dispose également d'un *International Advanced Technology & Conference Center* à Bordeaux-Cestas (France), où elle reçoit des clients du monde entier, et de cinq *Call centers* internationaux, basés à Bordeaux-Cestas, Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine).

Clients

Les clients de Lectra sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Il s'agit, pour l'essentiel, de marques, fabricants et distributeurs de mode et d'habillement, d'équipementiers et sous-traitants automobiles, de marques et fabricants de meubles.

Produits et services

Lectra commercialise des solutions technologiques intégrant logiciels, équipements de découpe automatique et services associés. L'offre de Lectra a pour particularité d'incorporer l'expertise métier et les meilleures pratiques industrielles de chaque segment de marché. Ses logiciels et équipements, y compris leur partie électronique, sont conçus et développés par la société.

Les machines sont assemblées à partir de sous-ensembles fournis par un réseau de sous-traitants, et testées sur son site industriel de Bordeaux-Cestas. Les découpeurs mis sur le marché depuis 2007 comportent des centaines de capteurs les connectant aux *Calls centers* de Lectra afin de permettre la maintenance préventive et prédictive.

Les services comprennent la maintenance technique, le support, la formation, le conseil et la vente de consommables et de pièces.

Collaborateurs

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 700 collaborateurs dans le monde : près de 850 en France et de 850 dans les filiales commerciales et de services. Cette présence internationale permet à l'entreprise d'offrir à tous ses clients une forte proximité géographique.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/ifrs-financial-statements/index_fr.htm

Les états financiers consolidés condensés au 31 mars 2018 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, disponibles sur lectra.com.

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes consolidés annuels 2017, à l'exception des deux normes présentées ci-dessous. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 26 avril 2018. Les comptes aux 31 mars 2018 et 2017 n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 ou qui n'ont pas encore été approuvées par l'Union européenne. Le Groupe a débuté l'étude des impacts de la norme IFRS 16 – *Contrats de location*, qui lui sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2019.

Application d'IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients

Le Groupe applique, depuis le 1^{er} janvier 2018, la norme IFRS 15 – *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients*.

Dans le modèle adopté par la norme, en cinq étapes, la principale analyse pour le Groupe a porté sur l'identification des obligations de prestation incluses dans des contrats à éléments multiples et la répartition du prix total du contrat en fonction des prix de vente spécifiques de chacune d'entre elles.

Les ventes de nouveaux systèmes ont représenté € 123,1 millions en 2017. Les contrats conclus avec les clients incluent des obligations de prestations multiples telles que : équipements de CFAO, logiciels de CFAO et de PLM, formation et conseil, installation, maintenance et services en ligne des équipements et logiciels. Les ventes de logiciels ne sont reconnues séparément que lorsque ceux-ci ont une utilité pour le client indépendamment des autres prestations promises au contrat ; en particulier, les logiciels présents sur les équipements de CFAO ne sont pas reconnus séparément de ces derniers. La société a déterminé les prix de vente spécifiques de ces différents éléments en privilégiant le recours à des données observables. Pour les éléments qui ne font pas habituellement l'objet de ventes séparées, les prix de vente spécifiques ont été estimés sur la base de la politique tarifaire de la société, reflétant les coûts attendus plus une marge appropriée. L'allocation des prix du contrat au prorata des prix de ventes spécifiques n'aboutit pas à des écarts significatifs par rapport à l'allocation retenue dans la pratique comptable actuelle.

Le Groupe n'encourt pas de coûts d'acquisition de sa clientèle qu'il faudrait reconnaître à l'actif. Les autres points d'analyse de la norme (traitement des garanties, détermination de la date de reconnaissance du revenu des équipements de CFAO, modalités de mesure de l'avancement pour les prestations d'évolution ou de maintenance et de services en ligne des solutions, notamment) n'ont pas révélé de différences significatives avec les méthodes comptables utilisées auparavant.

Le Groupe a opté pour appliquer IFRS 15 de façon rétrospective en comptabilisant en capitaux propres l'effet cumulatif de l'application initiale au 1^{er} janvier 2018. Cet effet n'étant pas significatif, aucun retraitement n'a été comptabilisé.

Ainsi, l'application d'IFRS 15 ne modifie pas les méthodes comptables du Groupe, que ce soit en termes de répartition du chiffre d'affaires entre les différents éléments des contrats, ou de décalage dans le temps.

Application d'IFRS 9 – Instruments financiers

Le Groupe applique, depuis le 1^{er} janvier 2018, la norme IFRS 9 – *Instruments financiers*.

Au vu de l'activité du Groupe, et des actifs et passifs financiers de son bilan (quasi intégralement des créances clients et comptes rattachés, et des dettes fournisseurs et autres passifs courants ; absence de dette financière), l'application d'IFRS 9 n'a engendré aucun impact significatif.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2018 traduits à cours de change 2017, comparés aux données réelles 2017.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Les contrats conclus avec les clients incluent des obligations de prestations multiples telles que : équipements de CFAO, logiciels de CFAO et de PLM, formation et conseil, installation, maintenance et services en ligne des équipements et logiciels.

Les ventes de logiciels ne sont reconnues séparément que lorsque ceux-ci ont une utilité pour le client indépendamment des autres prestations promises au contrat. En particulier, les logiciels présents sur les équipements de CFAO ne sont pas reconnus séparément de ces derniers.

La société détermine les prix de vente spécifiques des différents éléments en privilégiant le recours à des données observables. Pour les éléments qui ne font pas habituellement l'objet de ventes séparées, les prix de vente spécifiques sont estimés sur la base de la politique tarifaire de la société, reflétant les coûts attendus plus une marge appropriée.

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels et de logiciels sous forme de licence perpétuelle est reconnu lorsque le contrôle est transféré à l'acquéreur. Pour les matériels, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles. Pour les logiciels vendus sous forme de licence perpétuelle, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux logiciels vendus sous forme d'abonnement est reconnu de manière étalée sur la durée de l'engagement du client.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte de manière étalée sur la durée des contrats.

Le chiffre d'affaires lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Le périmètre des équipes de recherche et développement a été revu en 2018 pour l'étendre aux équipes impliquées dans la conception et le développement de l'offre.

Le crédit d'impôt recherche et la part du crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de la période. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution) : il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersecteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant

pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 mars 2018, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 29 sociétés consolidées par intégration globale.

En janvier 2018, le Groupe a acquis la société italienne Kubix Lab. Fondée fin 2015, Kubix Lab développe une offre technologique baptisée Link, qui permet aux marques de mode de gérer de bout en bout l'ensemble des informations produit provenant notamment de multiples systèmes informatiques dans une seule et même application.

L'acquisition de l'intégralité de Kubix Lab a été réalisée pour un montant de € 7,2 millions :

- € 3,0 millions versés à la signature de l'accord d'acquisition ;
- € 1,3 million et € 2,7 millions qui seront versés respectivement 18 et 36 mois après la signature sous réserve d'atteinte d'objectifs ;
- un ajustement de prix de € 0,2 million au titre des résultats antérieurs à l'acquisition non distribués aux anciens actionnaires.

La société considérant la probabilité d'atteinte des objectifs comme élevée, et les montants conditionnels ayant été versés sur un compte séquestre, le coût du rachat par Lectra est intégralement présenté sur la ligne « Coût d'acquisition des sociétés achetées » du tableau des flux de trésorerie, net de la trésorerie acquise, pour un montant de € 7,1 millions.

La société Kubix Lab est consolidée par intégration globale depuis le 26 janvier 2018.

Enfin, l'allocation du prix d'acquisition a été réalisée et le principal impact sur les états financiers du Groupe est la comptabilisation d'un écart d'acquisition pour un montant de € 7,0 millions.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours du premier trimestre 2018.

En juin 2017, le Groupe avait procédé à la liquidation de sa filiale Lectra Hellas EPE (Grèce), qui était sans activité depuis plusieurs années. Cette liquidation n'avait eu aucun impact sur l'état de la situation financière, le compte de résultat ou la trésorerie du Groupe.

En octobre 2017, le Groupe avait également procédé à la fermeture de sa filiale Lectra Israel Ltd, qui n'était pas consolidée (liquidation sans impact sur le compte de résultat ou la trésorerie du Groupe).

Trois filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 mars 2018, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,2 million, la valeur totale de leur actif à € 2,5 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces filiales correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 31 mars 2018.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars				
	2018		2017	Variation 2018/2017	
	Réel	A cours de change 2017	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	67 198	71 726	69 488	-3%	+3%
Coût des ventes	(19 216)	(19 642)	(18 433)	+4%	+7%
Marge brute	47 983	52 084	51 055	-6%	+2%
(en % du chiffre d'affaires)	71,4%	72,6%	73,5%	-2,1 points	-0,9 point
Frais de recherche et de développement ⁽¹⁾	(5 967)	(5 967)	(5 232)	+14%	+14%
Frais commerciaux, généraux et administratifs ⁽¹⁾	(34 840)	(36 298)	(36 462)	-4%	0%
Résultat opérationnel	7 176	9 819	9 361	-23%	+5%
(en % du chiffre d'affaires)	10,7%	13,7%	13,5%	-2,8 points	+0,2 point
Résultat avant impôts	6 865	9 508	8 807	-22%	+8%
Impôt sur le résultat	(1 467)	na	(2 312)	-37%	na
Résultat	5 399	na	6 495	-17%	na
Parité moyenne € / \$	1,23	1,06	1,06		

(1) En 2018, le périmètre des équipes de recherche et développement a été revu pour l'étendre aux équipes impliquées dans la conception et le développement de l'offre. Les montants correspondants de 2017 ont été retraités pour permettre une comparaison avec 2018 : les « Frais de recherche et développement » publiés en 2017 s'élevaient à € 4 211 milliers et les « Frais commerciaux, généraux et administratifs » à € 37 483 milliers.

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

Chiffre d'affaires par région

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars						
	2018		2017		Variation 2018/2017		
	Réel	%	A cours de change 2017	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	28 358	42%	28 481	28 646	41%	-1%	-1%
- France	4 281	6%	4 276	4 732	7%	-10%	-10%
Amériques	16 718	25%	19 285	17 222	25%	-3%	+12%
Asie - Pacifique	18 119	27%	19 843	19 278	28%	-6%	+3%
Autres pays	4 003	6%	4 117	4 342	6%	-8%	-5%
Total	67 198	100%	71 726	69 488	100%	-3%	+3%
Parité moyenne € / \$	1,23		1,06	1,06			

Chiffre d'affaires par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars						
	2018		2017		Variation 2018/2017		
	Réel	%	A cours de change 2017	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Nouvelles licences de logiciels de CFAO et de PLM	3 723	6%	3 896	4 097	6%	-9%	-5%
Contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels de CFAO et de PLM	9 440	14%	9 870	9 512	14%	-1%	+4%
Équipements de CFAO et leurs logiciels	21 354	32%	23 083	23 165	33%	-8%	0%
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO et de leurs logiciels	12 796	19%	13 693	12 460	18%	+3%	+10%
Consommables et pièces	16 072	24%	17 195	16 463	23%	-2%	+4%
Formation, conseil	3 229	5%	3 378	3 262	5%	-1%	+4%
Divers	583	1%	610	529	1%	+10%	+15%
Total	67 198	100%	71 726	69 488	100%	-3%	+3%
Parité moyenne € / \$	1,23		1,06	1,06			

Chiffre d'affaires par nature

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars						
	2018			2017		Variation 2018/2017	
	Réel	%	A cours de change 2017	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	28 889	43%	30 968	31 053	45%	-7%	0%
Chiffre d'affaires récurrent ⁽²⁾ , dont :	38 309	57%	40 758	38 435	55%	0%	+6%
- contrats récurrents	22 237	33%	23 563	21 972	32%	+1%	+7%
- consommables et pièces	16 072	24%	17 195	16 463	23%	-2%	+4%
Total	67 198	100%	71 726	69 488	100%	-3%	+3%
Parité moyenne €/\$	1,23		1,06	1,06			

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels de CFAO et de PLM, des équipements de CFAO et de leurs logiciels, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Le chiffre d'affaires récurrent est de deux natures et comprend :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels de CFAO et de PLM, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO et de leurs logiciels, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des consommables et pièces, statistiquement récurrent.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars						
	2018			2017		Variation 2018/2017	
	Réel	%	A cours de change 2017	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode et habillement	15 725	55%	17 058	12 609	40%	+25%	+35%
Automobile	8 368	29%	8 828	13 707	44%	-39%	-36%
Ameublement	4 107	14%	4 340	3 302	11%	+24%	+31%
Autres industries	689	2%	741	1 435	5%	-52%	-48%
Total	28 889	100%	30 968	31 053	100%	-7%	0%
Parité moyenne €/\$	1,23		1,06	1,06			

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2018 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	28 358	16 718	18 119	4 003	-	67 198
Résultat opérationnel	4 041	2 445	1 095	642	(1 047)	7 176

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2017 ⁽¹⁾ (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie-Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	28 646	17 222	19 278	4 342	-	69 488
Résultat opérationnel	4 058	1 958	1 241	577	1 527	9 361

(1) Les montants de 2017 ont été retraités pour tenir compte de la modification des taux de marge brute (voir ci-dessous) et permettre une comparaison avec 2018.

Les taux de marge brute normatifs utilisés pour déterminer la performance des secteurs opérationnels ont été modifiés à compter du 1^{er} janvier 2018 pour tenir compte de la structure de coûts engendrée par l'implémentation de la feuille de route 2017 – 2019 du Groupe. L'affectation de la marge brute entre les régions commerciales et le Siège ainsi réalisée permet d'obtenir une performance par secteur opérationnel plus pertinente. Les nouveaux taux de marge doivent permettre d'obtenir un résultat opérationnel proche de zéro pour le Siège sur la totalité de l'exercice, mais les variations saisonnières du chiffre d'affaires et des frais généraux peuvent conduire à un résultat différent pour chaque trimestre.

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2018 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette
Cash-flow libre	2 520	-	2 520
Augmentations de capital ⁽¹⁾	439	-	439
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	(223)	-	(223)
Coût d'acquisition des sociétés achetées ⁽³⁾	(7 102)	-	(7 102)
Effet de la variation des devises – divers	(203)	-	(203)
Variation de la période	(4 569)	-	(4 569)
Situation au 31 décembre 2017	98 134	-	98 134
Situation au 31 mars 2018	93 565	-	93 565
Variation de la période	(4 569)	-	(4 569)

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 9)

(3) Coût d'acquisition de la société Kubix Lab (cf. note 3)

Le cash-flow libre au 31 mars 2018 s'élève à € 2,5 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 7,3 millions, d'investissements de € 1,7 million et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 3,1 millions.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- – € 6,1 millions proviennent de la diminution des créances clients, compte tenu de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents (la variation des créances figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés est obtenue en tenant compte de la rubrique « Produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;
- + € 3,2 millions proviennent de la hausse des stocks ;
- + € 2,3 millions proviennent de l'augmentation de la créance de Lectra SA sur le Trésor public français relative au crédit d'impôt recherche et au crédit d'impôt compétitivité et emploi du premier trimestre 2018 comptabilisés mais non encaissés, après imputations sur l'impôt à payer de Lectra SA (cf. note 8 ci-après) ;
- + € 6,1 millions proviennent de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2017, majoritairement payée en 2018, et celle, comptabilisée au premier trimestre 2018 et qui sera payée en 2019 ;
- – € 2,4 millions proviennent des variations des dettes fournisseurs ainsi que des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 31 mars 2018 est négatif de € 2,5 millions. Il comprend la créance de € 22,0 millions sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi non encaissés et non imputés sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 24,5 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

8. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE – CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Le crédit d'impôt recherche (€ 2,1 millions) et le crédit d'impôt compétitivité et emploi (€ 0,2 million) du premier trimestre 2018 ont été comptabilisés mais non encaissés.

Ainsi, au 31 mars 2018, Lectra SA détient une créance de € 22,0 millions sur le Trésor public français, qui se décompose comme suit :

- solde du crédit d'impôt recherche, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice, pour 2018 (€ 2,1 millions), 2017 (€ 4,5 millions), 2016 (€ 2,6 millions), 2015 (€ 5,7 millions) et 2014 (€ 6,9 millions) ;
- solde du crédit d'impôt compétitivité et emploi du premier trimestre 2018, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de la période, pour € 0,2 million, les crédits relatifs aux exercices antérieurs ayant été intégralement imputés sur l'impôt à payer des mêmes périodes.

Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt compétitivité et emploi et, le cas échéant, le crédit d'impôt recherche de chaque exercice. Elle devrait ainsi percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt non imputés comme suit : 2018 (crédit d'impôt 2014), 2019 (crédit d'impôt 2015), 2020 (crédit d'impôt 2016), 2021 (crédit d'impôt 2017) et 2022 (crédits d'impôt 2018). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui des crédits d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis, elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même année et devrait décaisser le solde.

9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la société a acheté 68 013 actions et en a vendu 57 638 aux cours moyens respectifs de € 23,13 et de € 23,43 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 31 mars 2018, elle détenait 22 665 de ses propres actions (soit 0,07 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 22,77, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

10. TRÉSORERIE DISPONIBLE ET TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	31 mars 2018	31 décembre 2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie	93 565	98 134
Emprunts et dettes financières	-	-
Trésorerie nette	93 565	98 134

Le Groupe n'a pas d'emprunts ni de dettes financières. De ce fait, la trésorerie nette est égale à la trésorerie disponible.

11. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2017.

Au cours du premier trimestre 2018, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro a été de \$ 1,23 / € 1.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 31 mars 2018 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 2,1 millions, destinés à couvrir des positions de bilan existantes. La société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition nette au dollar américain sur ses flux d'exploitation.

12. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises a été établie sur la base des parités du 31 décembre 2017 des devises concernées, notamment \$ 1,20 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisée en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (portant la parité moyenne annuelle à \$ 1,15 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires annuel 2018 d'environ € 5,0 millions et du résultat opérationnel annuel de € 3,0 millions. À l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit \$ 1,25 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel annuels des mêmes montants.

À la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,22 / € 1.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises. Ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.